

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 26 octobre 2023

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie, l'inflation aurait ralenti à 4,3 % g.a. (contre 4,5 % g.a. en septembre) sur la première quinzaine du mois d'octobre, au Mexique.

L'inflation sous-jacente aurait également ralenti sur la période, à 5,5 % g.a. (contre 5,8 % en septembre). Le niveau général des prix aurait ainsi enregistré sa meilleure performance depuis mars 2021.

Si la trajectoire baissière se confirme pour les deux composantes de l'inflation, qui totalisent neuf mois consécutifs de ralentissement, le taux d'inflation globale reste supérieur à la fourchette cible de la Banque centrale (de 3 % +/- 1 pp), depuis février 2021. Selon le FMI, ce taux retournerait dans la fourchette haute de la cible d'ici le T4 2023, et à la cible courant 2025.

Il convient de souligner que le ralentissement de l'inflation reste exposé à de nombreux risques, notamment domestiques, à travers : (i) l'augmentation continue des salaires, qui pourrait enclencher une « boucle prix-salaires » ; ou encore (ii) la politique budgétaire expansionniste proposée pour 2024, qui fait peser un risque de surchauffe économique, facteur de hausse des prix.

LE CHIFFRE A RETENIR

4,3 %

Taux d'inflation globale sur la première quinzaine du mois d'octobre 2023

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), au mois d'août, l'économie du Mexique aurait enregistré une croissance de +3,5 % g.a. Cette dernière aurait été soutenue notamment par le secteur industriel (+5 % g.a. en août), et en particulier par celui de la construction (+30 % g.a. en août). Cette performance traduirait une hausse de l'investissement public et de la construction privée non résidentielle, en lien avec les dynamiques de *nearshoring* en vigueur. Le consensus de marché prévoit néanmoins un ralentissement de l'activité d'ici la fin de l'année, en raison des effets différés de la politique de resserrement monétaire de la Banque centrale du Mexique et du contexte international incertain.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) maintiendrait inchangé son taux de référence, à 11,25 %, lors de sa prochaine réunion de politique monétaire (le 9 novembre) en raison de la persistance de **l'inflation dans le secteur des services**. Malgré la tendance baissière des deux composantes de l'inflation (cf. *supra*), les analystes excluent la possibilité d'un assouplissement de la politique restrictive de Banxico. L'inflation dans le secteur des services (+5,3 % g.a. en septembre) reste préoccupante tant que la demande domestique accélère.

Le Ministère des Finances et du Crédit Public a activé le « bon catastrophe » après le **passage de l'ouragan Otis, lequel a** notamment affecté le port **de la ville d'Acapulco**. Cette obligation, lancée en 2020 en collaboration avec la Banque mondiale, a une couverture de 485 M USD contre les pertes associées aux tremblements de terre et aux cyclones tropicaux.

Finances publiques

La réduction de 30 % de la charge fiscale de l'entreprise nationale pétrolière PEMEX pour 2024, approuvée vendredi dernier par la Chambre des députés, exercerait une pression supplémentaire sur les finances publiques mexicaines. Cette nouvelle réduction de la taxe d'utilité partagée (*DUC*) affecterait à la baisse les recettes pétrolières, et exercerait ainsi une pression sur les dépenses fédérales. Pour 2024, les recettes pétrolières enregistreraient une baisse de 24 % g.a., à 55 Mds USD. Selon le Vice-Ministre des Finances, la réduction de la charge fiscale incombant à l'entreprise (de 60 % en 2019 à 30 % en 2024), aurait permis à la compagnie pétrolière d'économiser près de 10 Mds USD par an.

La Commission Fédérale d'Electricité (CFE) aurait enregistré des pertes à hauteur de 85,6 M USD au T2 2023. Si en 2019, début du mandat d'Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO) l'entreprise affichait encore des bénéfices (de 175 M USD en 2019), la situation s'est dégradée à compter de 2020, avec des pertes de 2,5 Mds USD cette année-là, puis de 800 M USD en 2021, et enfin de 2,8 Mds USD en 2022.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 26/10
Bourse (IPC)	-1,03%	+0,26%	48 766,33 points
Change MXN/USD	-0,05%	-8,24%	18,23
Change MXN/EUR	-0,57%	-8,02%	19,21
Prix du baril mexicain	-2,56%	1,65%	80,36

Amérique centrale

Costa Rica

Selon l'Institut national des statistiques et du recensement, près de 22 % des ménages **costariciens vivraient sous le seuil d'extrême pauvreté (soit environ 390 500 ménages)**. On considère qu'une personne est en situation d'extrême pauvreté lorsque son revenu est inférieur à 118 USD en zone rurale et à 98 USD en zone urbaine, ce qui l'empêche de se procurer la totalité du panier alimentaire de base et de limiter complètement ses composantes non alimentaires.

El Salvador

Les députés approuvent un remaniement du budget 2023 à hauteur de 108 M USD pour répondre aux obligations de paiement **de l'Etat**. Sans donner de précisions sur les obligations auxquelles doit répondre l'Etat, 108 M USD ont été alloués au Ministère des Finances, suite à des ponctions de 60,4 M USD au Ministère de l'éducation, 14 M USD au Ministère de la justice et de la sécurité, 10,9 M USD au Ministère du développement local et 7,4 M USD au Ministère de la santé. Les ministères de l'agriculture, du tourisme et de la culture ont aussi vu leurs budgets 2023 amoindris.

La hausse des tarifs de l'électricité de 9 % décidée par le gouvernement a été annulée par le président Nayib Bukele, qui annonce par ailleurs une baisse supplémentaire du **prix de l'électricité de 5 %**. Dans le cadre de la loi sur l'Electricité qui prévoit une révision des tarifs à un rythme trimestriel, le gouvernement avait annoncé une hausse des prix de 9 % à compter du 15 octobre, pour compenser la faible disponibilité des centrales hydroélectriques et le recours aux énergies fossiles, plus chères (ces dernières ayant atteint 50 % du mix électrique en août). Selon le président, la production d'électricité générée par le nouveau barrage El Chaparral devrait permettre de réduire le coût de production de l'électricité. D'une capacité de 67,4 MW, ce barrage représente près de 3 % de la capacité totale installée du pays (2 251 MW).

En septembre, les transferts de fonds de migrants (*remesas*) accumulés depuis janvier (6,1 Mds USD) dépassent en valeur les exportations de marchandises (5,1 Mds USD). En septembre, le commerce extérieur salvadorien s'élevait à 16,8 Mds USD, en baisse de 9,4 % g.a., tandis que les *remesas* enregistraient une croissance interannuelle de 5,4 %. Seul 1,1 % de ces transferts aurait été envoyé *via* des cryptomonnaies, contre 1,7 % à la même période en 2022. El Salvador reste très dépendant des Etats-Unis, d'où provenaient 93 % des *remesas* depuis janvier, ce dernier étant aussi le premier client et fournisseur du pays, avec 36 % des exportations et 29 % des importations salvadoriennes (contre respectivement 3,8 % et 6 % pour l'UE-27 sur la même période).

Guatemala

La Commission des finances du Congrès a émis un avis favorable sur le projet de budget 2024 et a recommandé le même plafond budgétaire (15,94 Mds USD) que celui proposé par le Ministère des finances. Des ajustements concernant la répartition des fonds, prévoyant une augmentation de budget pour les entités judiciaires et les municipalités, ont toutefois été proposés. Sur les 20 membres de la commission, seul Samuel Perez (du parti du président élu, Semilla) a voté contre le projet de budget, la commission n'ayant pas approuvé les 23 M USD supplémentaires demandés par le nouveau gouvernement. Samuel Perez a annoncé réfléchir à une stratégie qui permettrait au gouvernement d'honorer ses promesses de campagne, en cherchant le soutien de la future législature, voire en envisageant des réajustements budgétaires avant la future plénière législative par le biais d'amendements. Le budget doit être discuté et approuvé en session plénière au plus tard le 30 novembre.

Le total des crédits à la consommation a augmenté de 20 % g.a., atteignant 15,92 Mds USD en août 2023 selon la Surintendance des Banques (SIB). Les fonds prêtés se destinent principalement aux biens durables (10,65 Mds USD), comprenant notamment le logement (1,84 Md USD) et autres biens immobiliers (1,96 Md USD), le mobilier de maison (1 Md USD) et les véhicules personnels (0,78 Md USD). Le nombre de prêts accordés a également augmenté au cours de la période, atteignant 4 M (+9,8 % g.a.), ce qui traduit notamment une amélioration de l'inclusion financière. Les crédits à la consommation constituent l'essentiel du portefeuille total de prêts dont le montant s'élevait à 37,25 Mds USD (+14,8 % g.a.) en août 2023. En outre, le crédit à la consommation représente 53 % de la croissance des crédits et le SIB prévoit que le taux de croissance du crédit à la consommation pourrait atteindre 22-23 % g.a. d'ici la fin de l'année.

D'après la CEPAL, les pertes économiques annuelles liées au changement climatique sont estimées entre 3,3 % et 4,3 % du PIB. Le Guatemala fait partie des pays les plus sensibles au changement climatique en raison de sa situation économique, de sa géographie et de son climat. Le degré d'impact économique dû au changement climatique varie également en fonction de la structure productive de chaque pays, et dans le cas du Guatemala, les activités économiques fondamentales du pays telles que l'agriculture, l'approvisionnement en eau et la production hydroélectrique seront fortement impactées par le changement climatique.

Honduras

Le secrétaire privé de la présidence, Héctor Zelaya, a déclaré que les études pour la **réalisation du train interocéanique seront actualisées d'ici 2024**. Le projet qui vise à relier les océans Atlantique et Pacifique, en interconnectant trois ports importants du pays (Cortes, Castilla et Amapala) devrait coûter 20 Mds USD sur une durée d'exécution de 10 à 15 ans. Héctor Zelaya a par ailleurs annoncé que les Etats-Unis, l'Espagne, le Japon et d'autres pays asiatiques et moyen-orientaux avaient manifesté leur intérêt pour développer le projet.

Les transferts de fonds (*remesas*) vers le Honduras ont augmenté de 5,7 % g.a. de janvier à septembre, atteignant 6,85 Mds USD, selon la Banque centrale (BCH). Le montant moyen de *remesas* reçu est de 467 USD par mois et plus de 80 % des ménages recevant ces transferts les utilisent pour les dépenses de nourriture, de services de santé et d'éducation. Les *remesas* proviennent à 77 % des Etats-Unis, à 15,2 % d'Espagne et à 2,4 % du Mexique. En outre, la BCH précise que 68,5 % des envois de fonds ont été effectués par l'intermédiaire de sociétés de transfert de fonds. Ces fonds représentent la principale source de devises pour le pays d'Amérique centrale, avant les revenus des exportations telles que les produits des *maquilas*, le café ou les crevettes.

Xiomara Castro **est la seule cheffe d'Etat à s'être rendue au sommet sur l'alimentation scolaire**, qui s'est tenu le 18 octobre à Paris. Des délégations diplomatiques, des ONG et des scientifiques se sont réunis sous l'égide du Programme alimentaire mondial (PAM) pour discuter des moyens de donner un accès à des repas nutritifs d'ici 2030 à tous les écoliers du monde. A cette occasion, le Président français a salué le programme national d'alimentation scolaire mis en place par le gouvernement hondurien et a remercié la Présidente pour l'exemple donné.

Nicaragua

Le ministre des Finances et du Crédit public **a présenté à l'Assemblée nationale le projet de budget 2024** pour un montant total de 4,46 Mds USD, en hausse de 26,3 %. Il a été élaboré sur les hypothèses d'un taux d'inflation annuel moyen à 4,5 % en 2024 et d'un taux de croissance du PIB de 3,5 % en 2023 et de 3,8 % en 2024. Selon la proposition, 92 % du budget serait financé grâce aux ressources fiscales, le reste provenant des bailleurs internationaux (BCIE, BID, Banque Mondiale) et bilatéraux (coopération allemande, japonaise, indienne et coréenne). Les dépenses sont prévues à 3,66 Mds USD, générant ainsi un excédent après donations de 160,8 M USD, soit 0,9 % du PIB. Plus d'un tiers des dépenses du projet de budget 2024 sont allouées au Plan d'investissement public-PIP (1,4 Md USD), servant principalement à financer des routes et dans une moindre mesure des hôpitaux. Les ministères de la santé, de l'éducation et du transports et infrastructures sont les mieux lotis, recevant respectivement 17 %, 13 % et 10 % des dépenses prévues.

Fin août, le déficit commercial atteint 1,2 Md USD, en baisse de 12,7% g.a. Cette dynamique est liée à la baisse des importations de 4,4 % g.a (cumulant 6,5 Mds USD en août), plus importante que celle des exportations de 2,3 % g.a, atteignant 5,3 Mds USD.

En 2022, le Nicaragua avait enregistré un déficit commercial de 2,4 Mds USD, en hausse de 59,5 % par rapport à 2021 et représentant 15,3% du PIB.

Panama

Selon le président de l'Association bancaire panaméenne les transactions suspectes repérées par l'Unité d'analyse financière enregistreraient une baisse de 16 % g.a. en septembre 2023, à 2 560 cas. Parmi celles-ci, 45 % concerneraient des transactions bancaires, 44 % des transferts de fonds. Des transactions suspectes ont également été signalées dans les processus de vente de véhicules, les jeux de hasard, les sociétés financières, les cabinets d'avocats, les coopératives et le marché boursier, ainsi que dans d'autres domaines non financiers tels que l'immobilier et la Zone Libre de Colon.

Ce vendredi 20 octobre, le président de la république Laurentino Cortizo Cohen a promulgué la loi **approuvant le contrat de concession entre l'Etat panaméen et Minera Panama, après son adoption par l'Assemblée nationale suite à un troisième débat.** Ce contrat aurait une durée initiale de vingt ans, à compter du 22 décembre 2021, avec la possibilité de demander une prolongation de vingt ans supplémentaires. L'État devrait recevoir un paiement immédiat de 770 M USD d'ici la fin de l'année 2023, ce qui contribuerait à couvrir une partie du déficit budgétaire (-3,1 % du PIB).

Depuis l'approbation de ce contrat, des manifestations et des fermetures de routes ont lieu dans tout le pays. Ces mouvements sont soutenus par les syndicats les plus influents, notamment celui de la construction (SUNTRACS), celui des enseignants et ceux des étudiants. Des mouvements écologistes, ainsi que des représentants des communautés indigènes et une partie de la société civile se sont joints aux contestations. Les écoles, les universités, une partie des administrations et des commerces sont fermées et les transports publics fonctionnent de manière limitée. Selon le président de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture du Panama, chaque jour de manifestations et de fermetures de routes entraînerait des pertes de l'ordre de 60 à 90 M USD. Par ailleurs, après la parution du contrat de concession au journal officiel, trois recours pour inconstitutionnalité ont été déposés devant la Cour suprême de justice

Caraiibes

Cuba

En septembre 2023, Cuba aurait accueilli seulement 147 000 visiteurs, la moins bonne performance mensuelle depuis **ce début de l'année.** Si septembre et octobre sont traditionnellement une mauvaise période pour le tourisme à Cuba, la différence avec les performances pré-pandémiques est significative, avec 280 000 touristes en septembre 2018 à titre de comparaison. La reprise du tourisme à Cuba est à la traîne, en comparaison avec le Mexique, la République dominicaine ou encore Porto Rico, où les arrivées de touristes ont largement dépassé les niveaux pré-pandémiques. Depuis le début de l'année, les Canadiens ont continué de représenter 40 % des touristes à Cuba, comme les années précédentes. L'alerte émise en août par le gouvernement canadien, sur les pénuries de biens de première nécessité à Cuba, n'aurait donc pas eu d'impact négatif majeur sur les flux de touristes canadiens vers Cuba.

Haiti

Selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique, l'inflation aurait ralenti entre août et septembre 2023, passant de 39,8 % à 37,3 % g.a. La tendance au ralentissement se poursuivrait en septembre, avec un taux de 31,8 %. Le niveau général des prix serait tiré par l'inflation alimentaire (3,1 % sur un mois et 29,3 % sur un an), les articles d'habillement (1,0 % sur un mois et 24,3 % sur un an), le logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (1,8 % sur un mois et 39,1 % sur un an) et les meubles, articles de ménage (1,3 % sur un mois et 26,1 % sur un an).

République Dominicaine

Selon le gouverneur de la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), Héctor Valdez Albizu, en septembre 2023, l'économie dominicaine aurait enregistré une croissance de 3,1 % g.a., soit le taux de croissance mensuel le plus élevé de l'année. L'augmentation du PIB réel au T3 serait ainsi de 2,6 % g.a. Selon Valdez Albizu, le secteur contribuant le plus à cette dynamique positive aurait été celui de l'hôtellerie restauration, avec une progression de 10,9 % de son activité.

Jamaïque

L'agence de notation *Moody's Investors Service* a relevé la notation souveraine de la Jamaïque de "B2" à "B1" et a révisé ses perspectives de stables à positives. *Moody's* a précisé que la décision de relever la note du souverain s'appuyait sur la capacité du pays, confrontée à divers chocs externes, de maintenir un engagement ferme en faveur d'une politique budgétaire durable, ancrée sur l'objectif de dette à moyen terme.

Trinité-et-Tobago

Le Ministre des finances a présenté un budget de 8,72 Mds USD pour l'année fiscale 2023/2024, en hausse de 2,6 %, fondé sur les hypothèses suivantes : (i) une croissance économique de 2,7 % ; (ii) un déficit budgétaire de 766 M USD ; et (iii) le maintien des cours du pétrole à 85 USD le baril et de ceux du gaz à 5 USD le mmbtu. Cette proposition comprend notamment une hausse de 20 % du budget dédié à la Sécurité nationale, de 9 % pour la santé et de 8,2 % pour l'éducation. Les principales mesures budgétaires sont : (i) l'exonération de l'impôt sur les entreprises à partir du 1^{er} janvier 2024, pour les entreprises exportatrices dont le revenu se situe dans la tranche d'imposition fixé à 30 % ; (ii) un abattement fiscal jusqu'à 73 000 USD pour les entreprises investissant dans la cybersécurité et une réduction fiscale de 150 %, jusqu'à 73 000 USD, sur le *sponsoring* d'entreprises, destinée aux écoles inscrites au Ministère de l'Éducation. Le budget soutient aussi le développement du secteur touristique en prolongeant de trois ans le projet de réhabilitation des infrastructures d'hébergement touristique, qui devait expirer le 30 septembre 2023 et bénéficie principalement aux petits hôtels.

Le budget 2023/2024 intègre également une augmentation de 17 % du salaire minimum, le portant à 3 USD/heure. Cette mesure devrait bénéficier à 190 000 personnes à compter du 1^{er} janvier 2024.

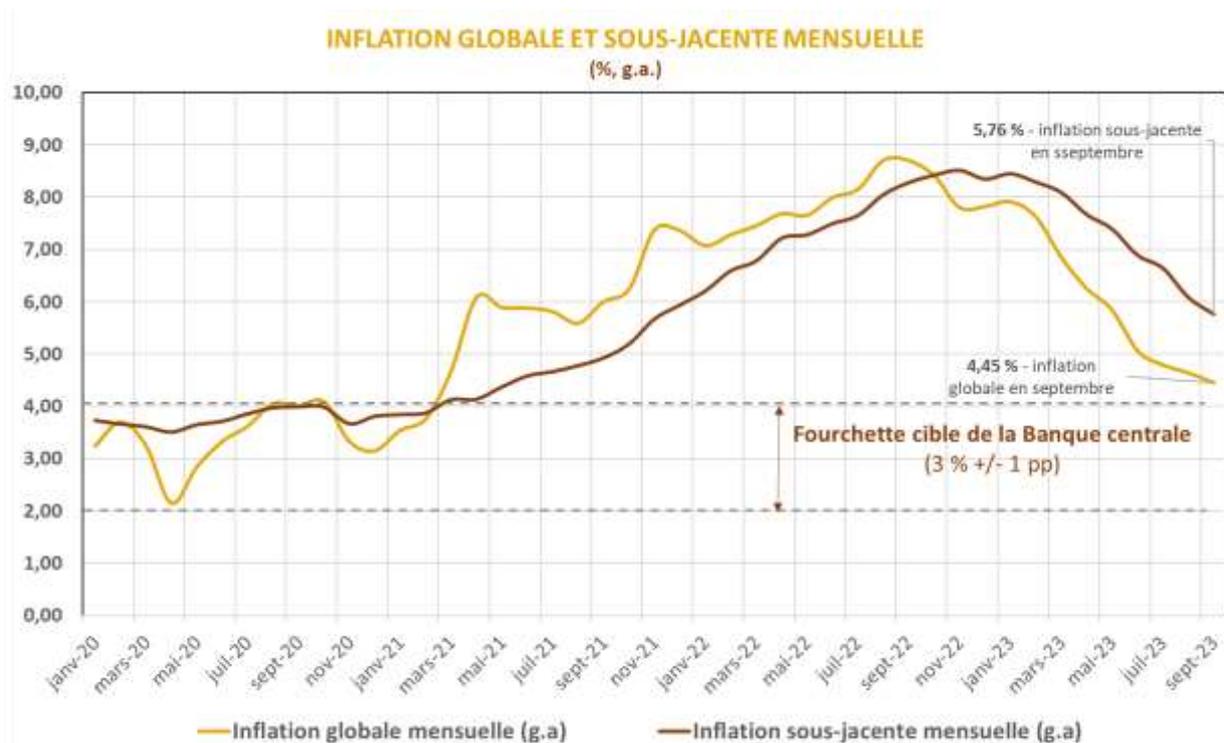
Selon la Banque centrale de Trinité-et-Tobago, l'économie aurait enregistré une **croissance économique de +3 % g.a. au T1 2023, tirée notamment par l'expansion du** secteur non énergétique (+5,8 % g.a.). Par ailleurs, selon l'Office central des statistiques, en 2022, la croissance économique aurait été de seulement +1,5 %, compte tenu de la mauvaise performance du secteur agricole (- 11,5 %), et des secteurs de la banque et de l'assurance (- 3,1 %).

Le ministère de l'Énergie de Trinité-et-Tobago a annoncé la signature d'un accord de participation avec le Venezuela pour l'exportation de 300 Mpc/j de gaz naturel à partir du champ vénézuélien "Dragon". La Chambre de commerce américaine se joint à l'ancien ministre de l'énergie, pour remettre en question la substance et l'objectif final de cet accord. Le projet de gaz naturel Dragon reste bloqué en raison des sanctions américaines contre PDVSA (la compagnie pétrolière vénézuélienne). Les Etats-Unis ont approuvé une exception pour ce projet, octroyant une licence d'exportation à Trinité et Tobago. Par ailleurs, Trinité-et-Tobago et le Venezuela ont également signé un accord pour l'exploration conjointe de Loran-Manatee, l'immense gisement de gaz partagé par les deux pays (10,04 trillions de pieds cubes, dont 2 712 tcf dans la partie "Manatee" de Trinité-et-Tobago).

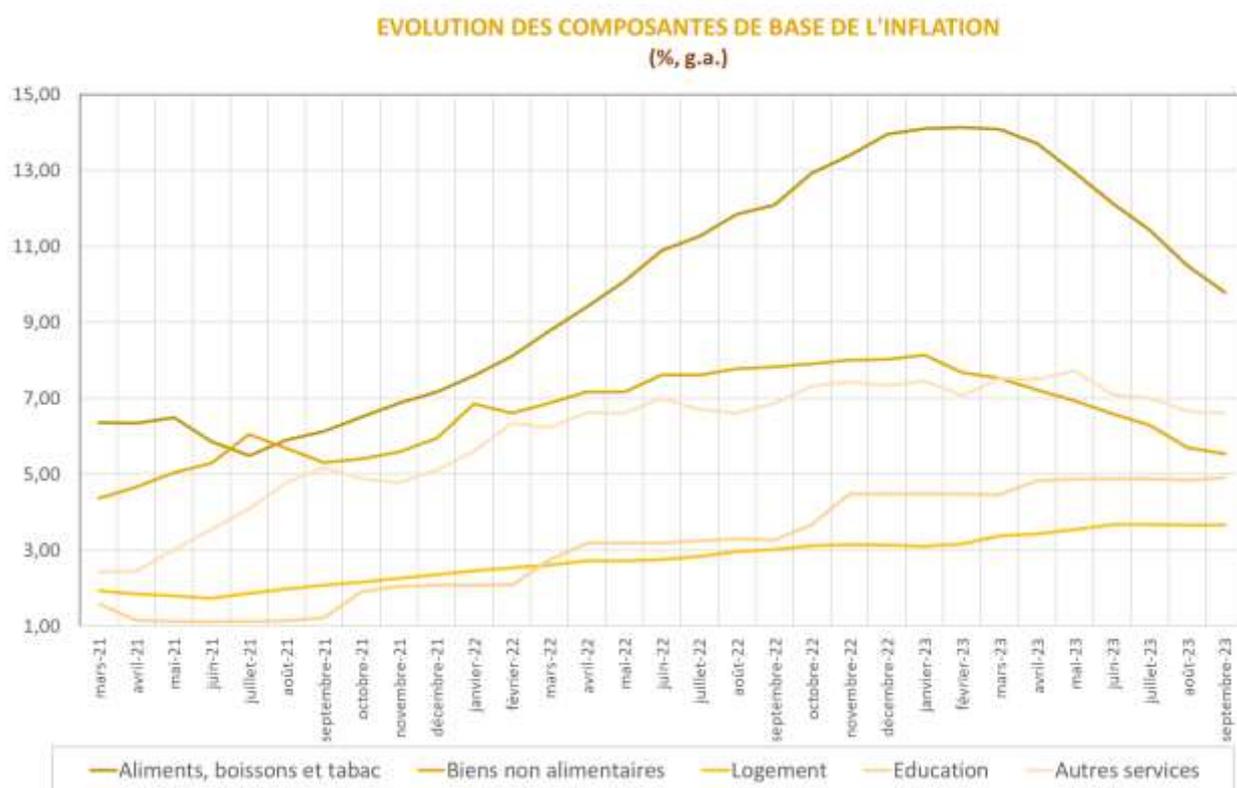
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	5,8 %	3,9 %	3,1 %	2,1 %	52,6 %	4,5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	12,8 %	4 %	3 %	59,3 %	2,0 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3%	4,4%	3,2%	63 %	-1%	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,1%	3,4 %	3,5%	28,3%	5,4%	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9%	12,5 %	4 %	2,9%	3,2%	46,3%	5,3%	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	3,8%	3,0 %	3,3%	42%	7,6%	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-7,9%	11,2%	2,6%	2,2%	1,9 %	73 %	3,1%	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,5%	1,4%	19,6%	30,1%	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	5,2%	2%	1,8%	72,3%	5%	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-17,7%	15,8%	10,8%	6%	4 %	52,8%	2,2%	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7%	12,3%	4,9%	3%	5,2%	59,8%	4%	7,50 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

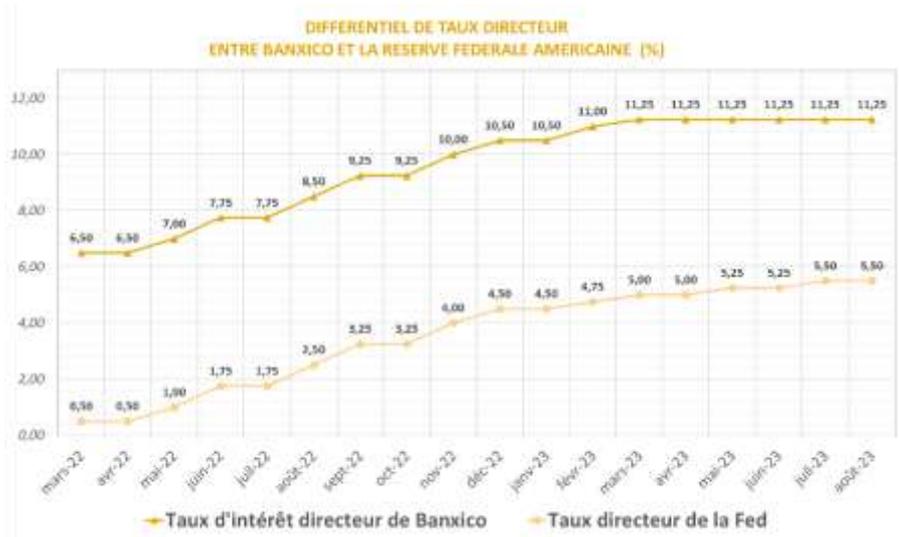
-Annexe Graphique Mexique -



Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

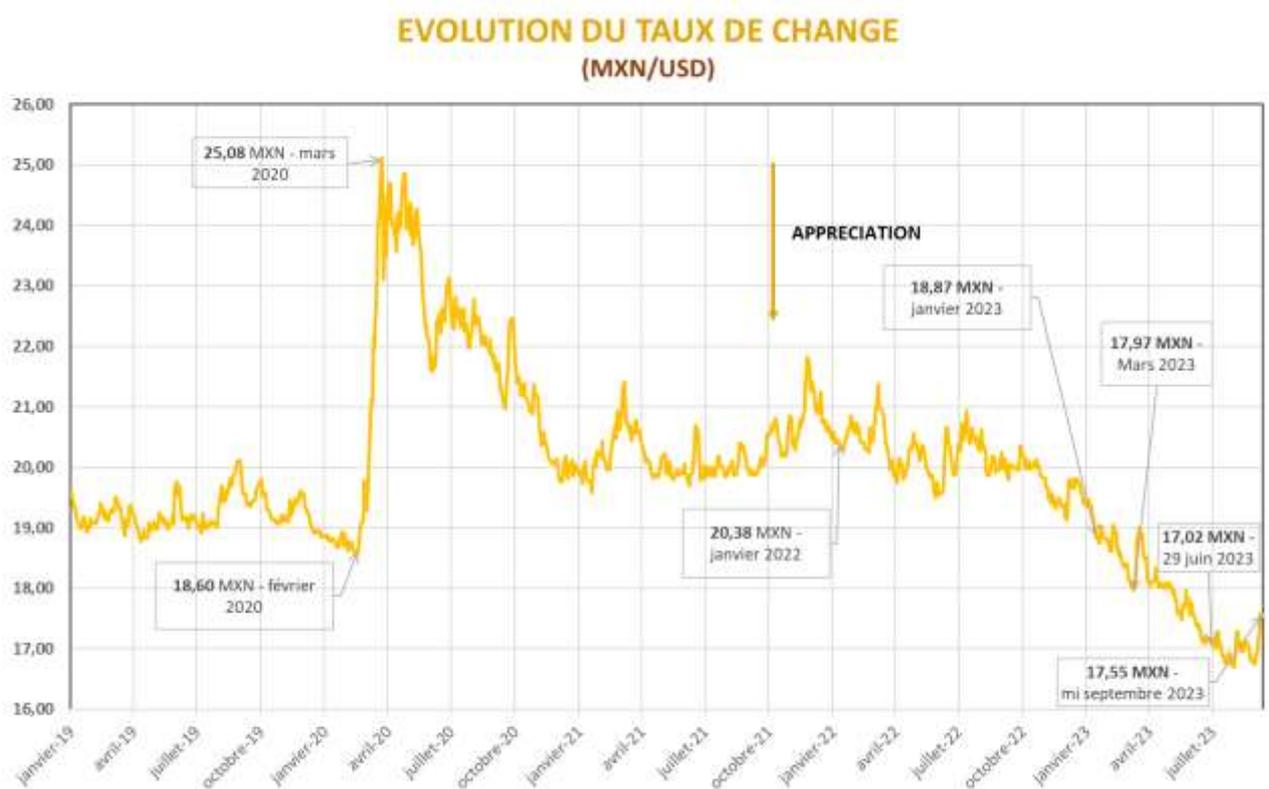


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575

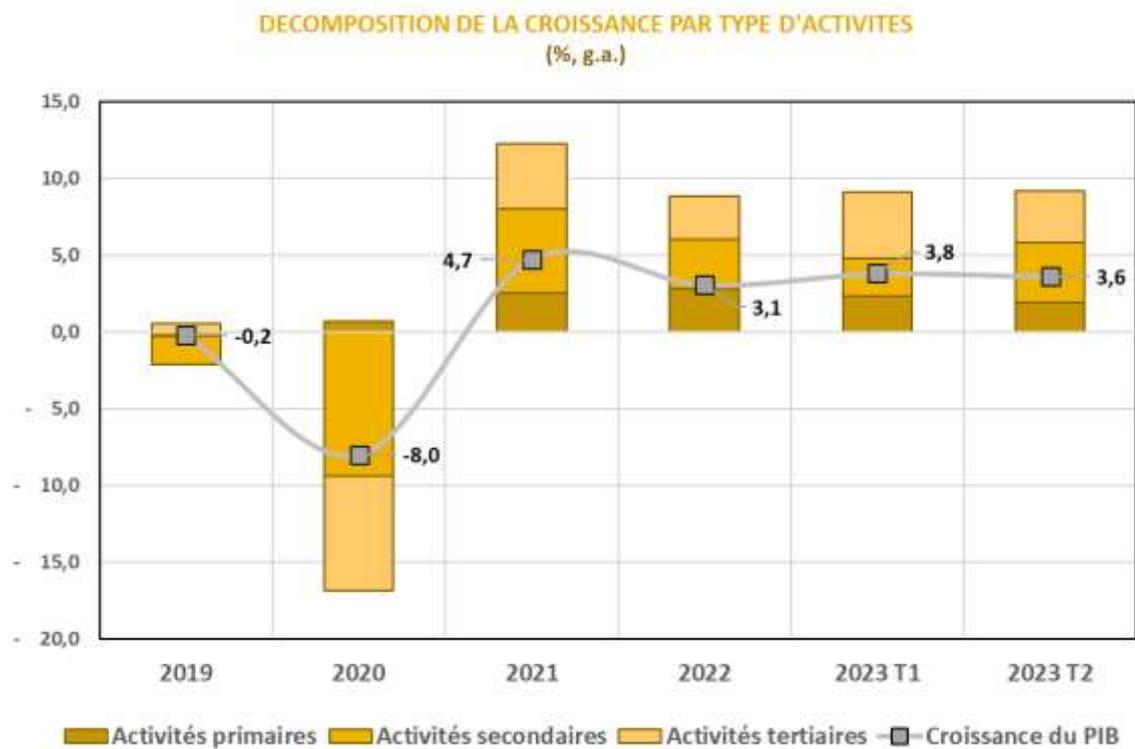
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine



Source : Banque centrale du Mexique

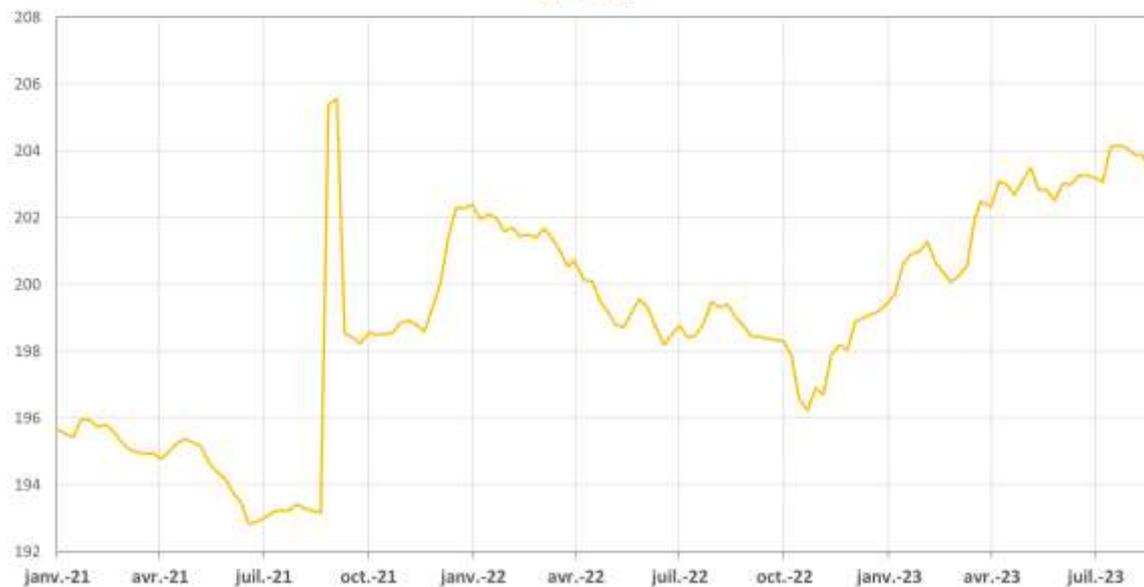


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr